

# L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 7 septembre 2020

## Plan de relance : les profiteurs sans masque

Jean Castex avait terminé son discours à l'université d'été du Medef fin août par ces paroles, concernant la gravité de la crise sanitaire : « *Je sais que beaucoup d'entre vous considèrent qu'elle peut aussi représenter une opportunité...* » Comprendre : une opportunité pour le patronat de faire passer les mesures anti-ouvrières dont il n'osait à peine rêver. Le plan de relance que Castex vient de rendre public met en œuvre cet opportunisme : ce qu'il dit aux capitalistes, c'est... profitons de la crise sanitaire !

### De l'argent magique pour les gros patrons

Ce sont donc 100 milliards d'euros qui vont s'ajouter aux 470 milliards débloqués dans l'urgence au printemps dernier, pour aider les entreprises.

Donc « l'argent magique » cher à Macron coule à flots et doit servir à combler de cadeaux les grands patrons. Castex est fier d'affirmer que « *c'est en France que l'aide aux entreprises a été la plus massive* ». Tous les prétextes sont bons pour les baisses d'impôts et les subventions diverses : l'écologie avec la rénovation énergétique de bâtiments par des gros bétonneurs repeints en vert, et l'emploi, alors que ce sont les plus gros licenciés qui vont toucher le pactole.

Tout ce que Castex promet d'ici 2021, ce sont 160 000 embauches, quand bien même un million de salariés auront perdu leur emploi en 2020. Payer 100 milliards pour 160 000 emplois sur un an, ça fait cher la création d'un seul emploi (625 000 euros)... s'il existe un jour car avec le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), les patrons ont empoché des milliards sans embaucher ! À souligner que les trois quarts de ces subventions iront aux grands groupes, ceux qui annoncent des licenciements massifs actuellement.

### Le port du masque pour seule politique sanitaire

En revanche, pour tout ce qui serait nécessaire et vital pour lutter contre l'épidémie, il n'y a pas d'argent : pas d'embauches dans les hôpitaux, qui seront tout aussi débordés qu'au mois de mars si une deuxième vague survient ; pas d'embauches dans les laboratoires, qui n'arrivent pas à suivre la cadence des tests ; pas d'investissements dans les transports publics saturés ; pas d'embauches dans les écoles, collèges et lycées, dont les classes sont surchargées et où toute distanciation sociale est abolie, sous prétexte

que le port du masque dans les classes du secondaire suffirait.

La rentrée scolaire « *s'est faite normalement* », claironne Blanquer depuis BFM. Vraiment ? C'est que la priorité du gouvernement est de remettre tous les parents au travail. Et au travail, il faut porter le masque, sans aménagements, sans pauses supplémentaires pour compenser la pénibilité accrue. Mais sous peine de sanctions, pouvant aller jusqu'au licenciement. Pratique en ces temps de dégraissages massifs ! Et les mêmes qui avaient jugé le port du masque « *inutile, voire dangereux* » parce qu'ils n'en avaient pas à nous fournir, n'ont pas honte de nous faire aujourd'hui la morale, de nous culpabiliser, comme si la reprise de l'épidémie venait de notre irresponsabilité à tous.

### Un plan de relance... de nos luttes !

Face à cette situation, nous ne pouvons compter que sur notre force collective et sur nos luttes. Les directions syndicales pleurnichent pour les « contreparties » qu'elles voudraient voir figurer dans le plan de relance. Mais c'est d'un véritable plan d'urgence, pour les salariés et la population, dont nous avons aujourd'hui besoin :

- un million d'embauches dans les services publics ;
- l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes ;
- le partage du travail entre tous sans perte de salaire pour en finir avec le chômage ;
- au moins 300 euros d'augmentation des salaires par mois pour toutes et tous, et toutes les mesures nécessaires pour préserver notre santé, celle de nos anciens et celle de nos enfants.

Nos vies, pas leurs profits, nous sommes les seuls à pouvoir l'imposer et les journées de manifestation et de grève de samedi 12 et de jeudi 17 septembre seront les premières occasions de crier notre colère.

**Fin de la 208 : un nouveau prétexte**

La direction annonce la fin de la 208 pour fin septembre – début octobre : des dizaines de postes sont menacés dans l'usine et le B5 Ferrage sera mis à l'arrêt définitif. La direction explique que les salariés seront mutés sur le site et des dizaines partiront en prêt (avec quel avenir au retour ?). Certains perdront leurs postes à restriction médicale ou n'auront pas d'affectations prévues. La direction va en profiter pour pousser des salariés vers la sortie. Pas question de se laisser faire, la direction a largement les moyens de reclasser correctement tout le monde ici.

**Le morfalou pique-assiette**

Jeudi dernier, celui qui se définit lui-même comme « le psychopathe de la performance », le PDG Tavares est venu à l'usine de Poissy pour jouer au petit caporal. Il a défendu publiquement « l'affirmation guerrière qu'il faut aller bouffer dans la gamelle de l'autre ». « L'autre » pour lui c'est l'ouvrier. Les conséquences sociales de sa guerre dans ses usines, il ne s'est pas étendu dessus : suppressions de postes, baisse des salaires, fin des transports, chasse aux handicapés, aggravation des conditions de travail...

Tavares s'en fout des ouvriers qui vont au casse-pipe pour lui et la Famille Peugeot, des fermetures d'usines dans son groupe, chez les sous-traitants ou chez Renault (Flins, Choisy-le-Roi...). Sa victoire, c'est gagner de l'argent et massacrer les « autres ».

**Volontaire pour perdre de l'argent ?**

La direction prévoit la création de plusieurs équipes en SD (samedi-dimanche) pour les bacs batteries : 2 équipes au Ferrage et 1 en Peinture. Les horaires seront durs (travail de nuit le week-end), avec perte de salaires d'environ 60 € environ pour un salarié venant de la 12 ou de la 22, et 400 € pour un salarié de l'équipe de nuit ou de l'actuel VSD (vendredi-samedi-dimanche). Pas de quoi faire rêver. Surtout pour une équipe qui ne durera que quelques mois et en risquant de finir sans poste au bout du compte.

Si la direction veut des équipes de SD, elle n'a qu'à payer vraiment pour ça.

**PSA se moque du monde**

Du jour au lendemain, sans prévenir personne, la direction du groupe PSA a décidé de suspendre les départs avec le DAEC et le plan senior pour les ouvriers sur tous les sites (sauf Saint-Ouen et Poissy). Certains ouvriers se préparaient à partir dans quelques jours en pré-retraite ou ailleurs pour une nouvelle vie professionnelle dans une autre région... maintenant ils se retrouvent bloqués à PSA, peut-être encore pour des années : tous leurs projets à la poubelle. Il y a quelques jours des usines étaient déclarées en sureffectifs (comme PSA Mulhouse avec plus de 400 ou-

vriers poussés au déplacement), maintenant elles sont en sous-effectifs selon les dirigeants. Impossible de leur faire confiance : ils ne tiennent leurs engagements que lorsque ça les intéresse !

**On n'est pas des nomades de l'industrie !**

La direction de PSA Valenciennes, usines de boîtes de vitesse, a annoncé 120 prêts de salariés (dont 100 professionnels) vers l'usine de PSA Sevelnord à 20 km. Au début c'est pour les volontaires, mais si elle ne les trouve pas ce sera obligatoire. Les postes à pourvoir ne sont même pas équivalents. C'est un piège pour tous : ceux qui vont rester à Valenciennes vont en baver en sous-effectifs et ceux qui partiront à Sevelnord risquent de ne plus revenir.

**À Renault Flins comme à PSA Poissy !**

Vendredi 28 août, une quarantaine d'ouvriers de Renault Flins a débrayé à la Tôlerie, après que des ouvriers ont été diagnostiqués positifs au Covid dans le secteur, sans que la direction ne fasse rien ni même n'informe les collègues proches. Suite au débrayage, les ouvriers de l'usine ont donc eu l'autorisation de quitter le travail par groupes pour se faire tester.

Les patrons tentent de nous rendre responsables de la propagation du virus. N'ayons aucune confiance en eux : pour se protéger, il faut leur imposer le droit d'être testés et ne pas venir travailler en étant payés le temps qu'il faudra pour qu'arrivent les résultats.

**En gros, pour eux, ça ne va pas si mal que ça**

Selon le journal *Les Échos* du 19 août, dans l'automobile les pertes sont bien moindres que prévues et les résultats seront rétablis en fin d'année. Rien d'étonnant, vu les milliards distribués dès avril aux entreprises, dispensées de taper dans leurs propres caisses. À PSA, le chômage partiel a représenté entre 550 et 600 millions d'argent public. C'est surtout l'occasion en or d'accélérer les économies pour licencier en masse ou financer le passage à l'électrique... sur le dos des travailleurs. Pour les patrons, pas de crise : que des opportunités.

**PSA-Total : de quoi se goinfrer en GigaProfits !**

PSA (via Opel) et Total (via sa filiale Saft) ont annoncé la création d'une société commune de fabrication de batteries. Un site sera basé à Douvrin, dans le Pas-de-Calais. Un Projet de 5 milliards, des aides publiques à 121 millions d'euros (80 millions de la Région et 41 millions des collectivités locales), de la *GigaFactory* disent les spécialistes !

Toutefois, aucune garantie pour les emplois créés (quelques centaines peut-être, « on passera le millier d'ici à 2030 ? » se demandent certains, en transfert de postes ou en création nette ?), et encore moins sur les emplois existants : seront-ils seulement pérennisés ?